

[Français]

LES ENFANTS

M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Can-so): Monsieur le Président, il n'y a pas de tragédie plus grave que celle qui touche des milliers d'enfants chaque jour à travers le monde.

Quelque 40 000 d'entre eux meurent chaque jour de faim et de maladies reliées à une alimentation insuffisante et à un manque d'hygiène. Des milliers d'autres sont soumis à l'esclavage, à l'exploitation et à la prostitution pour des taux de rémunération abominables pour faire fonctionner des marchés et des machines qu'on ne peut que qualifier de criminels.

Il s'agit d'une crise à l'échelle mondiale tout aussi inacceptable et urgente que la guerre et la dévastation de notre environnement.

L'année dernière, 71 leaders internationaux se sont réunis au Sommet mondial pour les enfants. Ils se sont engagés, d'ici l'an 2000, à réduire d'un tiers la mortalité infantile, de 50 p. 100 la sous-alimentation et à fournir l'accès à l'eau potable pour tout le monde.

Monsieur le Président, ces objectifs sont faisables. Mais il faut une volonté politique. Il faut que nos leaders politiques prennent à coeur leurs engagements. En ce premier anniversaire du Sommet mondial pour l'enfant, je lance un appel à notre gouvernement: tenez vos promesses!

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, octobre est le mois de sensibilisation au cancer du sein aux États-Unis, mais pas au Canada. Une Canadienne sur dix risque d'avoir le cancer du sein dans sa vie. Le cancer du sein est une maladie qui mutilé et tue les femmes en très grand nombre. Certaines recherches ont été faites sur le cancer du sein grâce à des programmes de dépistage et d'auto-examen, mais les fonds consacrés aux recherches préventives font tristement défaut.

Permettez que je vous cite un exemple. Les fonds consacrés aux recherches préventives s'élèvent à 365 000 \$ pour chaque personne qui meurt du SIDA, tandis qu'ils ne sont que de 882 \$ pour chaque femme qui meurt du cancer du sein.

Je ne veux pas laisser entendre qu'on ne devrait pas faire de recherches sur le SIDA. Je voulais seulement montrer à quel point les fonds sont insuffisants pour la

Article 31 du Règlement

recherche sur le cancer du sein. Toutes les femmes sont exposées et les Canadiennes méritent mieux que cela.

En déclarant octobre mois de sensibilisation au cancer du sein, le gouvernement reconnaîtrait simplement la gravité de cette maladie et renouvellerait son engagement vis-à-vis de la recherche à ce sujet.

* * *

LES PENSIONS

Mme Barbara Greene (Don Valley—Nord): Monsieur le Président, 102 000 Britanniques à la retraite qui vivent au Canada font l'objet de la part du Parlement britannique d'une mesure discriminatoire qui les prive de quelque 104 millions de livres.

La Grande-Bretagne indexe la retraite qu'elle doit à ses anciens résidents et travailleurs qui vivent aux États-Unis et dans 31 autres pays, mais cette mesure ne s'applique pas à ceux qui se trouvent au Canada. C'est comme une mère qui déshériterait ses propres enfants pour donner les bijoux de famille aux voisins. La Grande-Bretagne, dont le rôle dans l'histoire du Canada a été tellement important, ne devrait pourtant pas nier à ses anciens résidents les prestations qu'ils ont acquises.

J'insiste auprès du gouvernement afin qu'il encourage le Parlement britannique à mieux traiter les Britanniques à la retraite qui résident au Canada.

* * *

L'ÉDUCATION

M. Walter Van De Walle (St-Albert): Monsieur le Président, selon le rapport des Nations Unies sur le développement humain, le Canada est le deuxième pays au monde pour ce qui est de la qualité de vie.

Je crois que nous pouvons arriver bons premiers. Tous les citoyens connaîtront la prospérité à mesure que le Canada deviendra plus compétitif. Pour cela, nous devons ensemble promouvoir la valorisation du savoir. Nous devons encourager la recherche et le développement, la science et la technologie, et investir dans ces domaines. Nous devons investir dans la mise en valeur de notre pays et de nos ressources. Nous devons arriver à un marché national plus compétitif, ceci grâce à la réduction et à l'élimination des barrières au commerce entre les provinces. Nous devons accroître nos efforts en vue de tirer parti de tous les débouchés commerciaux qui nous sont offerts.

Nous avons la chance, dans notre pays, d'avoir du fait de notre position géographique, de nos ressources naturelles et de la nature de nos marchés, de nombreux avantages qui devraient nous permettre d'être compéti-